

ter. Si le ministre de la Justice voulait bien tenter le coup, qu'il essaie.

**L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice):** Monsieur l'Orateur, rien de ce que nous avons pu lire, le député et moi-même, dans les journaux ne peut, à mon avis, changer les faits: nous avons reçu un avis motivé d'un avocat américain comme quoi il serait inutile d'essayer de rouvrir l'affaire. Je souhaiterais seulement que le député s'intéresse autant à l'administration de la justice qu'il s'intéresse à la politocaille.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. M. Hees:** Monsieur l'Orateur, si j'étais moi aussi une prima donna, je demanderais que mon honorable collègue se rétracte parce que, comme nous le savons tous, les parlementaires n'ont pas le droit de faire des remarques de ce genre. Mais je m'abstiendrai...

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie. Le député de Témiscamingue.

[Français]

**M. Caouette:** Monsieur l'Orateur...

[Traduction]

**L'hon. M. Hees:** Une question supplémentaire.

**M. l'Orateur:** L'honorable représentant voudrait-il bien laisser le député de Témiscamingue, à qui j'ai déjà donné la parole, poser sa question et je reviendrai à l'honorable représentant dans un instant.

[Plus tard]

**L'hon. M. Hees:** Monsieur l'Orateur, j'adresse une question complémentaire au ministre de la Justice. Comme le même mémoire adressé à M. Rogers par M. Aldrich recommandait que le Canada soit informé que: «En droit, le gouvernement canadien est libre de présenter par l'intermédiaire des tribunaux une seconde requête pour l'extradition de Harold Banks», le gouvernement a-t-il l'intention de présenter une seconde requête?

**L'hon. M. Turner:** Monsieur l'Orateur, je puis seulement répondre en citant un passage du même rapport auquel l'honorable représentant vient de faire allusion. Je cite:

Les rapports émanant de nos postes canadiens indiquent que, de façon générale, l'intérêt politique au Canada cherche davantage à embarrasser le gouvernement fédéral canadien que de s'occuper du retour de M. Banks.

**Des voix:** Oh, oh!

**L'hon. M. Hees:** Ma question demeure toujours sans réponse, monsieur l'Orateur. Je

[L'hon. M. Hees.]

voudrais poser au ministre de la Justice une autre question complémentaire: Qui plus que l'honorable représentant a joué avec M. Banks au petit jeu de la politique?

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

## RADIO-CANADA

MONTRÉAL—LE GESTE D'UN EMPLOYÉ ET LE BILL 63 DU QUÉBEC

[Français]

**M. Réal Caouette (Témiscamingue):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État du Canada.

Lors de la fameuse manifestation contre le bill 63 de l'Assemblée nationale du Québec, un employé de la Société Radio-Canada de Montréal a téléphoné aux dirigeants du CEGEP de Rouyn pour leur demander d'organiser cette manifestation contre le bill 63.

L'honorable secrétaire d'État du Canada sait-il que certains employés de la Société Radio-Canada utilisent les appareils de téléphone de la Société pour organiser des manifestations semblables dans des régions éloignées, comme Rouyn-Noranda? Si le ministre n'en est pas au courant, peut-il s'enquérir des faits, en vue de déterminer quel employé de la Société Radio-Canada a fait cet appel téléphonique au CEGEP de Rouyn?

**L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État):** Monsieur l'Orateur, je ne suis pas au courant de ce fait, mais je veux bien m'enquérir.

## NATIONS UNIES

LA POSITION DU CANADA QUANT À L'ADMISSION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

[Traduction]

**M. Andrew Brewin (Greenwood):** C'est au premier ministre que s'adresse ma question, monsieur l'Orateur. Comme les entretiens qui visent à l'établissement de relations diplomatiques entre le Canada et la République populaire de Chine semblent se dérouler de façon satisfaisante, le premier ministre envisage-t-il d'expliquer à la Chambre pourquoi le gouvernement du Canada n'a pas proposé aux Nations Unies l'admission de la République populaire de Chine au sein de cet organisme, sans préjudice de la position que prendra par la suite le gouvernement de Taiwan à l'ONU?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Je ne voudrais faire aucune déclaration à cet égard, monsieur l'Orateur, n'ayant rien à ajouter aux explications antérieures du secrétaire d'État aux Affaires extérieures.